



## ● SPHÈRE INFORMELLE DANS L'ÉCONOMIE

# La Banque d'Algérie contredit le gouvernement

● Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement au sujet de l'inclusion des activités économiques informelles dans les circuits officiels et la réussite de l'opération de bancarisation de l'argent thésaurisé, la Banque centrale dit tout le contraire.

PAGE 3

Edition du Centre - ISSN III - 0074



## ● BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

# Les Algériens face à la crise



● Les soldes en temps de crise : images surprenantes de centres commerciaux pris d'assaut par les foules à l'heure où le gouvernement s'inquiète plus que tout de la réaction des masses suite à l'introduction des premières mesures d'austérité. Surprenantes ? Pas tant que cela. Les deux situations semblent liées, et les Algériens savent en faire part dans des témoignages qui laissent parfois sans voix.

PAGE 4

Photo : Samir Sid

## ● ÉNERGIE SOLAIRE

# Lancement prochain d'un premier projet de 4 000 mégawatts

● Suite à la crise pétrolière, le gouvernement dit classer le développement des énergies renouvelables comme priorité nationale mais la réalité du terrain n'en dit pas autant. Ce n'est que maintenant que les autorités parlent d'un «lancement prochain» du premier projet d'exploitation solaire.

PAGE 3

## ● ASSOCIATION NATIONALE DE PROTECTION ET D'ORIENTATION DU CONSOMMATEUR

# Haro sur la «mafia de la semoule» !

● Pour dénoncer les actes de spéculation sur la semoule, l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur (Apoce) lance, à partir du 1<sup>er</sup> février, une campagne de dénonciation des commerçants qui pratiquent des prix de la semoule supérieurs à ceux réglementés par l'Etat. Le président de l'association, Mustapha Zebdi, accuse les «mafias de la semoule» de siphonner l'argent public destiné à subventionner ce produit (et d'autres). Il estime le «gâchis» causé par ces opérateurs véreux à un milliard de dollars.

PAGE 3

## ● COLLECTE DES SIGNATURES DES ÉLECTEURS

# Vers la dispense du MSP, de Nahda et d'El Islah

● Au MSP, on dit attendre la confirmation de ce qui aurait été décidé en haut lieu quant à la dispense des membres de l'Alliance de l'Algérie verte, en vue des prochaines élections législatives, de l'obligation de collecte des signatures d'électeurs, là, bien entendu, où chacun d'eux n'a pu avoir les 4% des suffrages exprimés lors des dernières élections législatives, comme le stipule une disposition du nouveau code portant régime électoral.

PAGE 5